

Le Syltteg menace !

Constant Mavoungou

Le Syndicat libre des transporteurs terrestres du Gabon (Syltteg) a lancé, la semaine dernière, à Nzeng Ayong, un mouvement de grève d'avertissement pour protester contre le racket dont seraient victimes les transporteurs urbains. « *Le commissariat de Nzeng Ayong est devenu la gangrène de cet arrondissement à cause de la mise en place (par les policiers) d'un niveau de racket qui atteint aujourd'hui des proportions insupportables. Deux agents tous les deux kilomètres qui prennent de l'argent aux chauffeurs de taxis du matin au soir* », a déclaré Jean Robert Menié, le président du Syltteg, aux micros de la presse.

Si rien n'est fait pour régler cette situation, le syndicat menace de déposer un préavis de grève générale. « *Nous demandons que les autorités supérieures se saisissent de ce problème. On ne peut pas avoir plus de 40 contrôles dans un même arrondissement. Si rien n'est fait, nous allons étendre la grève dans tout Libreville* », déclarait un transporteur visiblement en colère. On se souviendra que Nzeng Ayong a été le fer de lance des contestations post-électorales à Libreville. L'arrondissement a payé un prix fort avec la mort de nombreux habitants tombés sous les balles des escadrons de la mort du pouvoir. Aujourd'hui, c'est tout simplement la stratégie de l'asphyxie économique qu'a choisie la police pour punir les insoumis.

« *A Libreville, les chauffeurs de taxis ne sont pas, le plus souvent, les propriétaires des voitures. A cet effet, ils doivent verser une recette journalière ou hebdomadaire à leurs employeurs, sans compter le carburant à acheter. Ils sont également, pour la plupart, des pères de famille. De ce fait, ils ont des bouches à nourrir, la scolarité des enfants à prendre en charge, des loyers à payer... Si, en plus de ces charges, il faut rajouter le racket des policiers, ces derniers ne pourraient pas s'en sortir* », rajoute le président du syndicat des transporteurs.

« *Le réseau routier qui est dans un état lamentable à Libreville écourt la durée de vie des voitures. Les plus touchés par cette situation sont les ménages qui doivent se déplacer chaque jour pour vaquer à leurs occupations. Le transport public urbain n'est pas assez développé. Il n'y a ni métro ni tramway à Libreville. Les bus de la Sogatra ne sont pas visibles dans certains quartiers de la capitale. Dans cette situation, le prix des taxis a doublé ces dernières années. Les petits trajets, qui coûtaient 100 Fcfa, valent 200 Fcfa aujourd'hui* », s'indigne un usager.

Cette menace n'est pas faite pour amener l'accalmie dans un pays déjà empêtré dans une profonde crise politique et sociale.

Crise à la Poste : nouveau déraillement !

O.B.M

C'est à se demander si la chute d'Ali Bongo ne viendra pas de cette entité publique désormais à l'agonie. Il ne se passe plus une semaine sans que les usagers de la Postebank n'investissent la rue pour réclamer le paiement de leurs salaires ou le retrait tout simplement de leur argent. Le vendredi 04 novembre dernier, ce sont des agents publics à la retraite qui ont bloqué la route (sur le front de mer et au Gros-Bouquet) pour exiger le paiement immédiat de leurs pensions de retraite.

Comme d'habitude, le pouvoir a envoyé les agents de force de l'ordre afin de mater ces personnes du troisième âge. Heureusement, chez ces derniers (policiers et gendarmes), il y a encore une once d'humanité. Les hommes habillés ont pendant des heures usé de diplomatie afin de convaincre « *les papas et mamans* » de revendiquer sans obstruer la voie. Si les fonctionnaires à la retraite ont finalement accepté la proposition, ils promettent d'investir à nouveau la rue, aujourd'hui, si leur argent n'est pas viré. Chaud devant !!!